



mfi agence multimédia

radiofranceinternationale 104 avenue du président kennedy 75016 paris france

téléphone : 00 33 1 44 30 87 30

mfi@rfi.fr

N°481 **Une stratégie francophone pour Copenhague**

09.11.23 **Comment, demain, nourrir l'Afrique ? Trois grands témoins répondent**

(MFI) David Houdeingar, président du Conseil constitutionnel et ancien ministre de l'Agriculture du Tchad, est membre du programme de recherche Lascaux à l'Université de Nantes. Jean-Pascal Van Ypersele est vice-président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, le fameux GIEC, et professeur à l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Marc Dufumier est professeur d'agriculture comparée et développement agricole à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, en France. Tous trois donnent leurs pistes concernant la sécurité et la souveraineté alimentaires de l'Afrique face aux changements climatiques.

MFI : À quelles conditions est-il possible pour les pays africains de tout à la fois garantir la sécurité alimentaire et faire face aux changements climatiques ?

David Houdeingar : Ce sont là deux défis majeurs auxquels sont confrontés les pays africains en général et ceux du Sahel en particulier ! Au regard de la diversité des Etats, de leur niveau de développement, des contraintes socioéconomiques, politiques et environnementales auxquelles ils sont soumis, les conditions requises pour relever ces défis ne peuvent s'appliquer de manière uniforme.

Pour assurer la sécurité alimentaire, les pays africains doivent **consacrer au secteur agricole un financement spécifique destiné à accroître la compétitivité et la productivité de l'agriculture**. Pour ce faire, ils doivent mettre en œuvre des politiques et des programmes visant :

- à améliorer le fonctionnement des marchés nationaux et régionaux des intrants et des extrants ;
- à encourager l'agriculture biologique ;
- à gérer les variations des prix ;
- au renforcement de la recherche agronomique.

La sécurité alimentaire dans ce contexte devant s'entendre avant tout comme l'augmentation de la production agricole, la disponibilité des denrées alimentaires en termes de quantité plutôt que de qualité et l'accessibilité de ces produits.

En ce qui concerne les changements climatiques, outre les solutions appropriées à apporter au niveau national, régional ou sous-régional aux tendances mondiales très inquiétantes, **les pays africains doivent être plus solidaires pour influencer sur les négociations** relatives à une nouvelle réglementation portant sur les changements climatiques et pour orienter le partenariat vers un plus grand dynamisme entre les acteurs de l'administration publique, du secteur privé, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et de toute la société. Il faut une synergie d'actions dans la diplomatie environnementale.

Jean-Pascal Van Ypersele : La sécurité alimentaire dépend de bien d'autres facteurs que le climat. **La répartition entre cultures vivrières et cultures d'exportation** est par exemple très importante, de même que les capacités de stockage et les infrastructures de transport et de commercialisation. La manière dont le revenu est distribué à l'intérieur du pays affecte également les possibilités d'achat de nourriture : les personnes dont le pouvoir d'achat est trop faible ne pourront se nourrir. La famine résulte bien souvent davantage d'une distribution inégale des ressources que d'une quantité totale de nourriture insuffisante. Il faut noter aussi que la compétition entre les produits de l'agriculture africaine et ceux de l'agriculture européenne subventionnée décourage la production locale et ne contribue pas à la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte défavorable, les changements climatiques vont "rajouter une couche" de difficultés, car les rendements de plusieurs céréales importantes vont diminuer en Afrique si la température augmente, et les pluies pourraient devenir plus irrégulières encore (plus fortes dans certaines régions, plus rares ailleurs). Pour accroître la sécurité alimentaire, il faut donc **planter les espèces et élever les animaux les plus résistants possibles** à la variabilité des conditions météo, développer les capacités de stockage (d'eau et de produits agricoles), encourager la production vivrière, développer les infrastructures et les politiques qui favorisent la distribution la plus juste possible. Au passage il faut aussi veiller à ce que les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole soient les moins grandes possibles, en veillant à passer à des modes de production agro-écologiques reposant moins sur l'utilisation des énergies fossiles, même si la priorité est d'abord celle de l'adaptation.

Marc Dufumier : Il serait **parfaitement possible pour les pays africains de nourrir correctement leurs populations** avec des systèmes de production qui fassent un usage intensif des ressources naturelles renouvelables (énergie solaire pour la photosynthèse, et azote de l'air pour la fabrication des protéines) et un emploi – le plus parcimonieux possible – des intrants chimiques dont la fabrication est coûteuse en énergie fossile (engrais azotés de synthèse, produits phytosanitaires, etc.).

Ces systèmes consistent généralement à combiner plusieurs espèces végétales dans les mêmes champs avec notamment la présence de plantes de la famille des légumineuses (pour la fixation biologique de l'azote de l'air) dans les assolements et les rotations. Ils associent aussi plus étroitement l'agriculture et l'élevage (les cycles du carbone et de l'azote), avec l'objectif de bien valoriser les résidus de cultures, de produire du fumier ou du compost, et de reproduire ainsi au mieux l'humus des sols.

La diversification des activités agricoles au sein des exploitations paysannes leur confère une plus grande résistance faces aux risques accrus d'accidents climatiques (sécheresses et inondations dont la fréquence risque d'augmenter du fait du réchauffement global). La présence d'arbres au sein des parcelles ou à leurs pourtours (haies vives) permet non seulement d'héberger des insectes auxiliaires des cultures, mais peut avoir aussi pour fonction de puiser les éléments minéraux (potasse, phosphore, calcium, etc.) en profondeur, de les fixer temporairement dans leur biomasse (feuillage) et de les libérer ultérieurement pour la fertilisation organique de la couche arable (chute des feuilles). Mais toutes ces techniques supposent que les paysans africains, qui ne disposent actuellement pour la plupart que d'outils manuels (houes, haches, machettes, bâtons fousseurs etc.) soient d'ores et déjà bien rémunérés de leur travail. Ceci de façon à satisfaire les besoins de première nécessité de leurs familles, mais aussi à pouvoir épargner, puis investir. Il s'agit alors de l'acquisition de nouveaux équipements, tels que traction animale, charrues et charrettes attelées, de l'achat d'arbres et arbustes pouvant atteindre l'âge adulte sans être surexploités prématurément, etc.

Il convient donc de **faire en sorte que l'agriculture africaine paysanne soit protégée de l'importation des surplus vivriers en provenance des pays du Nord** (et des quelques latifundiums brésiliens et argentins) par des droits de douane conséquents, de façon à faire monter les prix agricoles sur les marchés intérieurs. Les ressources fiscales ainsi perçues aux frontières permettraient alors aux Etats d'organiser des chantiers à haute intensité de main-d'œuvre et de distribuer des revenus aux non agriculteurs pour qu'ils puissent acheter plus cher leur nourriture.

L'aide publique au développement agricole devrait pouvoir conforter cette politique de protection aux frontières, et permettre aux producteurs africains de mettre en œuvre des systèmes de culture et d'élevage qui soient à la fois plus productifs et plus résistants aux aléas climatiques. Mais elle ne doit en aucun cas servir de substitut à cette protection.

MFI : **Que peuvent attendre les pays africains du Sommet de Copenhague et que peuvent-ils apporter en terme d'expériences et de propositions pour lutter contre le réchauffement ?**

David Houdeingar : Les paysans africains, tout comme leurs chefs d'Etat, attendent du Sommet de Copenhague des « **réparations et des dédommagements de la part des pays industrialisés, principaux pollueurs de la planète** ».

En terme de propositions, il y a nécessité d'une réduction significative des effets de serre, d'un développement des énergies non polluantes (par exemple le solaire ou l'éolienne), un transfert de technologie appropriée.

En attendant le transfert de technologie, la priorité c'est la restauration des sols fortement dégradés à travers la mise en place des programmes destinés soit à améliorer la qualité de

ceux-ci soit à restaurer le couvert végétal. Pour les pays sahéliens, **la réalisation de la Grande Muraille verte** allant du Sénégal au Soudan et couvrant plus de quinze pays constitue une des priorités. Celle-ci nécessite la mobilisation des moyens financiers importants qui ne sont pas à la portée des seuls pays concernés

Jean-Pascal Van Ypersele : Copenhague devrait permettre d'**engager l'humanité vers des modèles de développement plus "durables"**. Avec des réductions ambitieuses d'émissions pour les pays développés ; des mécanismes suffisants de financement pour les politiques d'adaptation, notamment dans le domaine agricole, et à charge des pays développés qui sont les principaux responsables des changements climatiques ; grâce aussi à un partenariat Nord-Sud portant sur les financements, le renforcement des capacités et un partage des technologies, si l'on veut que les pays en développement ne reproduisent pas le mode de développement irrespectueux du climat des pays développés ; il convient aussi de trouver des incitations à la diminution du déboisement et à la protection des sols. Les habitants et les décideurs de tous les pays de la planète commencent à comprendre que **le climat ne connaît pas les frontières**. Nous sommes pourtant occupés à scier la seule branche sur laquelle nous sommes tous assis, il est du devoir des dirigeants réunis à Copenhague de s'entendre, dans l'intérêt de toutes les populations et de tous les écosystèmes de la Terre.

Marc Dufumier : Lors du sommet de Copenhague, les négociateurs africains devraient mettre en avant la capacité de production que pourraient acquérir leurs paysannes si on ne les exposait pas indûment, comme aujourd'hui, à **la concurrence internationale** sur les marchés agricoles internationaux. Sachant qu'il s'agit là d'**une compétition à armes inégales** avec des exploitants déjà fortement équipés de tracteurs, moissonneuses-batteuses, motopompes, etc.

De même devraient-ils mettre en évidence **le danger qu'il y a à laisser les paysans pauvres sans autre alternative que celle de devoir défricher de nouveaux pans de forêts** pour y pratiquer l'abattis et le brûlis, avec pour conséquence un déstockage considérable de carbone. Les négociateurs devraient encore souligner le fait que les interventions destinées à permettre aux producteurs africains d'adapter leurs systèmes de production aux changements climatiques peuvent aussi contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et donc atténuer le réchauffement climatique global : grâce notamment à la fixation du carbone dans la biomasse végétale et l'humus des sols et à l'économie d'engrais azoté de synthèse (urée, ammonitrates...) dont la fabrication est coûteuse en énergie fossile (gaz naturel).

La demande de financements en provenance du Nord ne devrait pas se limiter à la seule demande de "réparations" – du fait que c'est le Nord qui a été à l'origine du réchauffement global actuel et que c'est l'Afrique qui risque d'en souffrir davantage –, mais les négociateurs africains devraient insister aussi sur le fait que **des pratiques agricoles novatrices en Afrique peuvent contribuer à la préservation de notre patrimoine écologique commun**. Et cela sans contradiction aucune avec les exigences de la sécurité et de la souveraineté alimentaires... à l'inverse des simples plantations d'eucalyptus envisagées par de trop nombreuses entreprises, soucieuses de compenser en Afrique leurs émissions de CO₂ !

Mais les "politiques" de tous bords sont-ils prêts à entendre ces arguments de raison ? Ainsi, que faut-il penser de pareilles négociations, cruciales pour l'avenir de notre environnement et de nos sociétés, à ce point déconnectées de celles en cours au sein de l'Organisation mondiale du commerce ? Que penser de l'insistance avec laquelle les apôtres du libre échange demandent de conclure le cycle de Doha avant le traité qui pourrait résulter, non pas du sommet de Copenhague, mais de celui qui se tiendra sans doute à Mexico* en 2010 ?

Propos recueillis par Olivier Rabaey

* Certains proposent, si la conférence de décembre 2009 ne débouche pas sur un accord chiffré et contraignant, de rédiger un premier texte à Copenhague qui se transformerait en accord complet lors d'un nouveau sommet sur le climat. Dans le calendrier, de nouvelles discussions sont d'ores et déjà prévues à Bonn à la mi-2010 et à Mexico en décembre suivant. Le protocole de Kyoto, qu'il s'agit de remplacer, arrive à échéance en 2012.